

TEXTE D'ANALYSE  
N°22/2023

PUBLICATION SUR SITE WEB :  
DECEMBRE 2023

AUTRICE :  
LISA NEIRYNCK

## UNIVERSITÉ DE LIÈGE ET HARCÈLEMENT SEXUEL : ÉTUDIANTE MODÈLE OU MAUVAISE ÉLÈVE ?

C'est une introduction un peu spéciale et peut-être légèrement frustrante que vous allez découvrir. En effet, dans un but de protéger les nombreux témoins interviewés pour ce travail, ce mémoire est classé confidentiel. Nous tenterons donc de couvrir l'essentiel de cette investigation, qui pourra, nous l'espérons, sortir au grand jour quand toutes les parties concernées seront prêtes.

Depuis 2022, les différentes autorités universitaires du pays ont essuyé plusieurs accusations de mauvaise gestion de cas de violences sexuelles. À l'UCLouvain, le professeur Jean-Pascal van Ypersele dénonce « les abus de ses collègues et l'inertie de l'Université face à des tentatives de viol et des baisers forcés »<sup>1</sup>. À l'École de Traduction et Interprétation (ISTI) de Bruxelles, le directeur avoue que « des femmes choisissent sciemment de ne pas étudier [ici] à cause [du comportement de certains professeurs] »<sup>2</sup> mais conclut avec l'argument de la tradition : « Ça s'est toujours passé comme ça ». Ces récentes dénonciations d'une certaine omerta et d'une mauvaise gestion au sein du corps universitaire posent question et alertent.

Aux dernières nouvelles, l'Université de Liège semble épargnée par ces accusations de réduction au silence des victimes et d'impunité des auteurs. En 2019, la campagne #RESPECT, directement importée de Suisse, a fait une entrée remarquée sur les campus. L'Université de Liège s'est engagée contre toutes les formes de violences sexuelles et a déclaré condamner les auteurs potentiels de telles actions. Notons cependant que les universités belges mises en cause pour avoir caché certaines affaires de sexisme ont, elles aussi, affirmé faire preuve de « tolérance zéro » envers les violences sexuelles. Dès lors, pourquoi l'ULiège ferait-elle exception ? À nous de nous interroger sur l'honnêteté de l'ULiège et de ses autorités. Y a-t-il des cas de harcèlement sexuel à l'ULiège ? Que met l'Université en place pour lutter contre ce phénomène ? Les auteurs de violences sexuelles sont-ils protégés ? Y a-t-il une omerta au sein du corps académique ? Tant de questions qui méritent d'être soulevées, autant pour l'intérêt public que pour la gravité des faits potentiels.

Dans le cadre de ces recherches, nous avons estimé que le harcèlement et les agressions sexistes constituaient un sujet important et urgent à traiter. Le plus difficile a été de trouver un terrain d'enquête. Nous avons finalement entrepris d'étudier le cas de l'enseignement supérieur liégeois, afin de rester fixé sur une région homogène. Cependant, entre les hautes écoles, le conservatoire et l'Université, les établissements et les modes de fonctionnement divergent parfois de manière significative. Dès lors, nous avons décidé de réduire notre champ d'investigation à la seule Université de Liège : il s'agit de l'établissement que nous connaissons le mieux puisque nous y étudions. Notons que l'Université de Liège compte plus de 32 529 membres<sup>3</sup>. Il semblait donc pertinent de réduire le champ de recherche à cette seule institution, la communauté universitaire étant suffisamment large pour garantir une enquête rigoureuse et complète. Cette étude nous a semblé d'autant plus pertinente lorsque nous avons lu dans les journaux que Jean-Pascal van Ypersele, professeur à l'UCLouvain, dénonçait « l'impunité de ces actes [de harcèlement sexuel] et le manque de réaction des autorités universitaires »<sup>4</sup>. Comme nous venons de le mentionner, l'ULiège compte plus de 32 000 membres (à titre de comparaison, le nombre moyen d'habitants pour une commune belge est de 19 675<sup>5</sup>). Il serait irréaliste de croire qu'une communauté aussi dense, pour une raison ou pour une autre, « serait épargnée par les problèmes qui concernent la société dans son ensemble ».

Mélanie Geelkens, journaliste au Vif et spécialiste de questions afférentes, nous rejoint dans ses propos.

*« Bien sûr, évidemment, que des profs sexistes, lubriques et misogynes sévissent dans l'enseignement supérieur. Comme dans le reste de la société. Tous les ingrédients conduisant au harcèlement y sont exacerbés : la prédominance masculine parmi le corps professoral (84% dans la catégorie des professeurs ordinaires, la plus prestigieuse, malgré son nom) mais féminine parmi les étudiants (59%), les mécanismes de hiérarchie et de domination, la gloriole entourant le statut de celui qui sait/publie/enseigne... »<sup>6</sup>.*

Nous constatons effectivement que, malgré la présence de 58% de femmes contre 42% d'hommes dans la communauté étudiante, le corps académique (chargés de cours, professeurs, professeurs ordinaires) ne compte que 27% de femmes contre 73% d'hommes. De façon similaire, cette disparité concerne également, de manière plus générale, les postes à responsabilités dans la majorité des entreprises (publiques et privées) de Belgique.

Du côté du harcèlement sexiste et sexuel, les statistiques sont devenues tout aussi préoccupantes : 47% des Belges ont déjà été victimes de harcèlement sexuel. Si l'Université ne semble pas échapper au « plafond de verre », pourquoi échapperait-elle au harcèlement sexuel ?

*« Le harcèlement et les violences sexuelles sont présents au sein des établissements d'enseignement, au même titre que dans l'ensemble de la société. Ils peuvent concerner tant des faits entre étudiants et étudiantes que des faits impliquant des*

*membres du personnel. Les établissements ont ainsi un rôle à jouer pour prévenir et lutter contre ces faits condamnables »<sup>7</sup>.*

Évidemment, le choix d'un tel sujet n'est pas anodin. Les récentes révélations qu'a dû assumer l'UCLouvain n'ont pas manqué de scandaliser une grande majorité de la communauté estudiantine et professorale. « Si ça se passe à l'UCL et à la KULeuven, évidemment que ça se passe aussi à l'ULiège », insiste Susan, employée à l'Université de Liège. Loin de nous l'idée de nuire à la réputation de notre Université. Loin de nous, également, l'envie de dénoncer de potentiels agresseurs. Ce rôle revient à l'employeur d'un côté et à la justice de l'autre. Le but de ce mémoire consistait simplement à dénoncer, le cas échéant, un système au sein d'une institution qui couvrirait les coupables et qui manquerait à son devoir de protéger les potentielles victimes ; une institution qui tairait les scandales plutôt que les condamner.

*« L'Université préfère garder de grosses têtes dans ses professeur.e.s car c'est bon pour le prestige. Par contre, quand il s'agit de dénoncer les harceleurs et les harceleuses, il n'y a plus personne. L'unif tient à son image, tu comprends ? »<sup>8</sup>.*

Pourquoi alors ne pas suivre la démarche courageuse de Jean-Pascal van Ypersele et éclairer une bonne fois pour toutes les pratiques de l'ULiège, dénoncer sa « loi du silence » et exposer sa « bêtise de penser que c'est meilleur pour son image de protéger des harceleurs que de protéger les victimes »<sup>9</sup>? Il est normal que les institutions tiennent à leur image, au prestige et à la réputation qu'elles se construisent au fil des ans. Néanmoins, en tant qu'étudiantes, nous ne sommes pas convaincues que feindre d'ignorer de tels agissements soit la solution adéquate. Dans une institution de savoir qui valorise l'honnêteté intellectuelle et « l'intégrité »<sup>10</sup>, il peut sembler ironique que des actes légalement punissables ne soient pas dénoncés ou réprimés systématiquement, comme le prônent pourtant toutes les plateformes et tous les règlements de l'Université.

Qu'est-ce qui justifie encore le fait de demeurer une Université qui, possiblement, dénonce le sexisme dans ses paroles mais le cautionne dans les faits ? Notre démarche consistait donc à enquêter sur les violences sexuelles dans notre université, et d'évaluer si oui ou non l'Université « [...] [participe] [effectivement] au changement de la culture pour une [meilleure] justice et contre toutes les formes de discrimination »<sup>11</sup> comme elle le déclare avec fierté.

Sans surprise, nous avons découvert des cas de violences sexistes et sexuelles au sein de l'établissement. Tantôt plutôt bien gérés, tantôt relativement mal évalués. Entre propositions de médiation, excuses minimales ou choix de changer les personnes victimes de service, les réactions de l'institution n'étaient pas toujours jugées adéquates.

Cependant, nous tenons à souligner l'effort de l'Université, surtout depuis la nomination de Anne-Sophie Nyssen au poste de rectrice. Après 200 ans de recteurs masculins, la tradition est bousculée : Anne-

Sophie Nyssen, récemment élue première femme rectrice de l'Université de Liège, s'engage d'ailleurs « à travailler sur la communication de l'institution pour montrer que les dossiers (relatifs aux violences sexuelles) sont correctement traités, et ainsi favoriser les discussions. Anne-Sophie Nyssen est ainsi la première candidate à prendre une position ferme contre les violences sexuelles et à placer le bien-être au cœur de son programme<sup>12</sup>.

Les universités du pays commencent progressivement à reconnaître que la lutte contre les violences sexuelles n'a pas toujours été idéale. En mars dernier, le recteur de l'UCLouvain s'excusait publiquement auprès des victimes de violences sexuelles et annonçait la mise en place de nouvelles structures de prévention et d'accompagnement<sup>13</sup>. Rik Van de Walle, recteur de l'UGent, s'excusait « auprès de toutes les personnes pour lesquelles [ils avaient] trop peu fait » et reconnaissait « avoir parfois échoué [dans le traitement] de certains cas »<sup>14</sup>. Florence Caeymaex se réjouit : « Les mentalités changent et les normes institutionnelles et structurelles évoluent lentement [...] On est en train de préparer le terrain et je pense que le bouchon va sauter »<sup>15</sup>.

L'ULiège est peut-être en chemin vers la « tolérance zéro » qu'elle promet. Aujourd'hui, comme le dit si bien Annick Detry, ancienne professeure et désormais conseillère pédagogique à l'UCLouvain : « Le scandale, ce n'est [plus] de dénoncer un professeur qui a des gestes déplacés [...] sur des étudiantes ; le scandale c'est de le cacher »<sup>16</sup>.

## NOTES

<sup>1</sup> SENTE, Arthur, DECLERCQ, Arthur, « Harcèlement sexuel : une instruction et 20 signalements internes à l'UCLouvain », in *Le Soir*, 2022, <https://www.lesoir.be/424445/article/2022-02-16/harcement-sexuel-une-instruction-et-20-signalements-internes-luclouvain> (consulté le 24/05/2022).

<sup>2</sup> WERNAERS, Camille, « Harcèlement à l'université : "J'en garde des séquelles" », in *RTBF Info*, 2020, <https://www.rtb.be/article/harcement-a-l-universite-j-en-garde-des-sequelles-10513076?id=10513076> (consulté le 24/05/2022).

<sup>3</sup> « Chiffres-clés », in *Site de l'Université de Liège*, 2021, [https://www.uliege.be/cms/c\\_9038278/fr/presentation-longue-chiffres-cles](https://www.uliege.be/cms/c_9038278/fr/presentation-longue-chiffres-cles) (consulté le 28/03/2022).

<sup>4</sup> E.L. (nom introuvable), « Jean-Pascal van Ypersele dénonce des cas d'agressions sexuelles à l'UCLouvain : "Je ne peux pas rester silencieux" », in *La Libre*, 2022, <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2022/02/14/jean-pascal-van-ypersele-denonce-des-cas-dagressions-sexuelles-a-luclouvain-je-ne-peux-pas-rester-silencieux> (consulté le 28/03/2022).

<sup>5</sup> « Liste des communes de Belgique par population », in *Wikipédia*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_communes\\_de\\_Belgique\\_par\\_population](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_communes_de_Belgique_par_population) (consulté le 30/03/2022).

<sup>6</sup> GEELKENS, Mélanie, « La sacrée paire de Mélanie Geelkens : bien sûr, que des profs sexistes, lubriques et misogynes sévissent dans l'enseignement supérieur (chronique) », in *Le Vif*, 2022, <https://www.levif.be/belgique/la-sacree-paire-de-melanie-geelkens-bien-sur-que-des-profs-sexistes-lubriques-et-misogynes-sevissent-dans-lenseignement-superieur-chronique/> (consulté le 27/03/2022).

<sup>7</sup> GLATIGNY, Valérie, « Circulaire ministérielle. Prévention et lutte contre le harcèlement et les violences sexuelles au sein des établissements d'enseignement supérieur et de promotion sociale », in *Enseignement.be*, 2021, p.4, [http://enseignement.be/index.php?page=26823&do\\_id=8511](http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=8511) (consulté le 29/05/2022).

<sup>8</sup> Témoignage de Susan (le 9 mars 2022).

<sup>9</sup> Témoignage de Susan (le 9 mars 2022).

<sup>10</sup> « Devise et valeurs », in *Site de l'Université de Liège*, 2019, [https://www.uliege.be/cms/c\\_11456930/fr/devise-et-valeurs](https://www.uliege.be/cms/c_11456930/fr/devise-et-valeurs) (consulté le 19/05/2022).

<sup>11</sup> « Les femmes et les hommes à l'ULiège », in *Site de l'Université de Liège*, s.d., [https://www.uliege.be/cms/c\\_11196147/fr/les-femmes-et-les-hommes-a-l-uliege](https://www.uliege.be/cms/c_11196147/fr/les-femmes-et-les-hommes-a-l-uliege) (consulté le 19 mai 2022).

<sup>12</sup> NYSSSEN, Anne-Sophie et al., *Élection rectorale 2022. Programme stratégique*, Université de Liège, Liège, 2022.

<sup>13</sup> HOVINE, Annick, <https://www.lalibre.be/belgique/enseignement/2022/03/23/harcement-a-luclouvain-le-recteur-presente-ses-excuses-et-lance-le-programme-respect-WY3BTGH7C5A5JIFZKTN6PUI3M4/> (consulté le 26/05/2022).

<sup>14</sup> « Le recteur de l'UGent s'excuse pour la gestion des agressions sexuelles dans l'université », *Op. Cit.*

<sup>15</sup> Entretien avec Florence Caeymaex (le 7 avril 2022).

<sup>16</sup> BILTERIJS, Martin, CARLOT, Philippe, *Op. Cit.*